



COMPTE-RENDU DE CONFERENCE

« Union européenne : comment sortir de la crise ? »

par Christian Saint-Etienne
et Yannick Jadot

En partenariat avec La FNAC

16 avril 2018

Ce débat sur la sortie de la crise de l'Union Européenne opposait Christian Saint-Etienne, économiste, universitaire et homme politique français membre des Républicains, présentant son dernier ouvrage *Osons l'Europe des nations*, et Yannick Jadot, député européen, membre du parti Europe-Ecologie Les Verts.

Auteur d'un livre au titre volontairement provocateur, Christian Saint-Etienne se présente comme profondément europhile, mais déçu du fonctionnement de l'Europe actuelle.

Il brosse un portrait d'une Union Européenne à la traîne et surtout peu compétitive face aux puissances que sont les Etats-Unis, la Chine et la Russie sur l'échiquier mondial. L'Europe n'est pas, à ses yeux, un point stratégique à l'international. Peinant à dégager une position claire et unanime sur les grands sujets stratégiques actuels, l'Union paraît inaudible. L'exemple de la Syrie illustre ce constat puisque seule la France a pris position en suivant le mouvement des frappes américaines, mais les Etats sont majoritairement partagés sur la question.

C'est également le cas concernant la crise migratoire, pour laquelle de grands discours sont prononcés, mais dont une action commune de répartition est très difficilement envisageable.

Pour l'auteur, l'Europe actuelle ne fonctionne pas et les césures, à la fois Est/Ouest et Nord/Sud, ne font que s'aggraver. Son rôle a changé. Si au départ l'Europe avait pour objectif d'éviter les guerres, aujourd'hui elle est un « supermarché aux subventions » pour les Etats issus de l'élargissement de 2004. De surcroît, certains Etats ne jouent pas le jeu, comme la Pologne qui reçoit des financements de l'Union pour la mise en place de projets...dont elle confie les contrats à des sociétés chinoises ou américaines.

Christian Saint-Etienne a émis de minces espoirs de changement de perspectives après le Brexit, qui permettraient une solution alternative à la situation actuelle, favorisée en partie par le Royaume-Uni. L'idée d'une prise de conscience d'une issue alternative post-Brexit pour l'Union lui semble toutefois faible pour engendrer une stratégie efficace sur la scène internationale, loin des intérêts propres de chaque Etats.

Le principal problème est, selon lui, l'absence de politiques fiscales et sociales communes, la concurrence fiscale entre Etats membres étant pour lui le fléau principal à l'efficacité d'une puissance européenne dans le Monde. Il se réfère à cet effet à la politique fiscale outre-Atlantique, qui est fédérale, et qui permet l'absence de guerre fiscale entre les 50 Etats américains. Il faudrait alors supprimer le dumping, à la fois social des pays de l'Est de l'Europe, et fiscal des « paradis fiscaux » européens tels que le Luxembourg ou l'Irlande.

En outre, l'Europe ne jouit pas, contrairement aux Etats-Unis ou à l'Asie, de « super-sociétés » du numérique telles que les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) ou les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), du fait d'un déficit manifeste de politique industrielle commune.

Il propose alors un nouveau système, par le biais d'un traité intergouvernemental entre plusieurs Etats stratégiques de l'UE afin de relancer la compétitivité de l'Union sur les plans industriel, fiscal, social mais aussi celle des universités européennes. L'idée est ainsi de « débloquer » l'Europe en prenant des décisions en petit comité, car pour lui l'Europe à 27 est impossible. S'il évalue un nombre idéal de 9 Etats membres, l'accord serait ouvert à l'adhésion, sous réserve de répondre à certains critères (être dans la zone Euro, respecter des minimas sociaux et fiscaux, etc...). Les députés européens des Etats adhérents à ce traité seront députés d'une assemblée afférente, s'exprimant sur ces questions.

Son interlocuteur, Yannick Jadot, approuvait son point de vue sur la mise en place de minimas sociaux et fiscaux et sur l'absence de véritable politique industrielle européenne, faiblesse de l'UE sur le plan international.

Le député adoptait toutefois un point de vue moins négatif sur l'Europe qui, selon lui, était tout aussi critiquée et critiquable que les politiques menées au niveau national.

L'Europe fut certes fondée sur des principes et mécanismes économiques, mais c'est avant tout un espace politique. A titre d'illustration, il explique que la mise en commun d'industries européennes a permis la réconciliation, que l'Euro a permis l'intégration de l'Allemagne réunifiée et que l'élargissement de 2004 a permis d'intégrer les anciens Etats du Bloc soviétique qui s'étaient battus pour les valeurs promues par l'UE. Le Marché Intérieur n'est pas forcément une fin, mais un outil.

Il déplore néanmoins que l'Europe n'ait pas agit comme elle aurait dû le faire pour rattraper efficacement les différences économiques et sociales entre les Etats membres et éviter les dumpings fiscaux et sociaux que nous subissons actuellement.

Malgré tout, il note que les citoyens européens sont attachés à l'espace économique européen, mêmes les partis politiques eurosceptiques (Matteo Salvini ne souhaite pas sortir de l'UE, Marine Le Pen est revenue sur son idée d'abandonner l'Euro) ni les pro-Brexit (peu enclins à la citoyenneté européenne, ils restent favorables à la libre circulation des marchandises).

La construction européenne prend du temps, et les citoyens européens veulent une Union Européenne immédiatement utile sur les questions d'investissement et de santé. Mais il reste

encore trop de sujets cruciaux sur lesquels les Etats ne sont pas prêts à partager. Cela traduit, selon le député, une perte de pouvoir des gouvernants en interne, qui tentent d'en retrouver davantage au niveau européen sous l'argument de la souveraineté.

A ce titre, il déplore qu'après le traité de Maastricht, au lieu de fonder l'Europe sociale, les gauches européennes (Jospin, Blair, Schmidt, Amato, Gonzalez...), ils ont cherché à savoir qui incarnait la gauche moderne en Europe.

Selon Yannick Jadot, le repli identitaire n'est que le reflet d'un manque de repères que l'Europe peine à fournir, et il faut se battre pour offrir de nouveaux repères aux Européens.

Pour ce faire, l'Europe doit davantage s'engager dans l'écologie, l'innovation et l'aménagement du territoire. Elle a la capacité de construire un modèle de développement en opposition au modèle capitaliste des superpuissances américaines ou chinoises et des multinationales telles que Gazprom.

Il concède que l'UE est un espace politique imparfait mais qui est le seul moyen de garantir la paix, une économie enviable et l'emploi.

Les deux hommes se sont toutefois accordés sur le fait qu'il ne fallait pas entretenir la dichotomie pro ou anti Europe, qui ne ferait que crispier les citoyens et inspirerait une sensation d'Europe immuable, peu à leur écoute. Les europhiles doivent pouvoir remettre en cause l'UE et s'interroger sur son évolution, pour ne pas laisser la critique uniquement aux mains des eurosceptiques.